

**Procès-verbal du Comité syndical
intervenant en substitution du Conseil d'exploitation de la Régie Velib'**

Séance du 15 octobre 2024

Le quinze octobre deux mille vingt-quatre, à 9 heures 30, le Comité syndical, intervenant en substitution du Conseil d'exploitation Velib', dûment convoqué le neuf octobre deux mille vingt-quatre, s'est réuni au siège du Syndicat, 47 bis rue des Vinaigriers – 75010 Paris, sous la présidence de Monsieur Sylvain Raifaud.

Nombre de délégués en exercice :	107
Nombre de personnalités qualifiées extérieures en exercice :	2
Nombre de délégués présents ou représentés :	55 (dont 27 pouvoirs)
Nombre de personnalités qualifiées extérieures présentes :	2

Étaient présents :

Titulaires (24) :

Bruno Tudor (Bagneux), Edith Felix (Bagnolet), Sonia Airouche (Bobigny), Marie-Hélène Magne (Charenton-le-Pont), Léopold Michallet (Colombes), Jean-Luc Millard (Drancy), Sophie Merchat (Enghien-les-Bains), Christophe Bernier (Gennevilliers), Clément Pecqueux (Ivry-sur-Seine), Geneviève Gaillabaud (La Garenne-Colombes), Philippe Robert (Le Bourget), Pierrick Amella (Pantin), Sylvain Raifaud (Paris), Jean-Marie Ballet (Puteaux), Julie Lefebvre (Romainville), Patrick Leroy (Rungis), Sabrina Decanton (Saint-Ouen), Patrice Pattée (Sceaux), Sophie de Lamotte (Suresnes), Henri Roger-Estrade (Verrières-le-Buisson), Thierry Duboc (Villejuif), Robin Louvigné (Vincennes), Bertrand-Pierre Galey (GPSO), Alain Mathioudakis (GPSO).

Suppléants avec voix délibératives (4) :

Tristan Legendre (Bourg-la-Reine), Françoise Carteau (Gentilly), Thibault Simeoni (Maisons-Alfort), Luc Mauvarin (GPSO).

Excusés ayant donné pouvoir (27) :

Frédéric Sitbon (Asnières-sur-Seine) à Jean-Luc Millard, Zahia Bouzidi (Aubervilliers) à Thibault Simeoni, Stéphanika Toussaint (Bois-Colombes) à Robin Louvigné, Samuel Besnard (Cachan) à Edith Félix, Yann Viguié (Champigny-sur-Marne) à Bruno Tudor, Marc Feugere (Chatenay-Malabry) à Sophie Merchat, Andy Kangoud (Châtillon) à Françoise Carteau, Hervé de Compiègne (Courbevoie) à Marie-Hélène Magne, Sylvie Simon-Deck (Créteil) à Pierrick Amella, Mohamed Houcini (Fontenay-aux-Roses) à Philippe Robert, Marc Brunet (Fontenay-sous-Bois) à Clément Pecqueux, Medhi Hafsi (La Courneuve) à Tristan Legendre, Gabriel Galiotto (Le Blanc-Mesnil) à Sophie de Lamotte, Laurent Baron (Le Pré-Saint-Gervais) à Patrick Leroy, Christophe Paquis (Les Lilas) à Thierry Duboc, Sophie Deschiens (Levallois-Perret) à Geneviève Gaillabaud, Vincent Soulage (Nanterre) à Julie Lefebvre, Eric Schindler (Neuilly-sur-Seine) à Jean-Marie Ballet, Florent Lacaille-Albiges (Noisy-le-Sec) à Christophe Bernier, François Vauglin (Paris) à Sylvain Raifaud, Christophe Piercy (Saint-Denis) à Sabrina Decanton, Patrick de la Marque (GPSO) à Alain Mathioudakis, Thierry Siouffi (GPSO) à Bertrand-Pierre Galey, Hervé Lièvre (GPSO) à Luc Mauvarin, Bernard Roche (GPSO) à Henri Roger-Estrade, Patrick Ollier (MGP) à Patrice Pattée, Christophe Najdovski (MGP) à Léopold Michallet.

Personnalités qualifiées (2) : Frédéric Héran, Christine Lambert.

Total des voix : **1 577,88 voix**

Excusés :

Emmanuel Serot (Alfortville), Cédric Nicolas (Bourg-la-Reine), Sophie Bosquillon (Ile-Saint-Denis), Benoit Blot (Le Plessis-Robinson), Farid Hemidi (Malakoff), Frédéric Sgard (Rueil-Malmaison), Capucine du Sartel (Saint-Cloud), Michel Budakci (Saint-Maurice), Abdallah Benbekta (Vitry-sur-Seine), Mickaël Rigault (GPGE), Antoine Pirolli (GPGE), David Daoulas (GPSO), Alix Bougeret (Région Ile-de-France).

Assistaient également à la séance : Yannick Cabaret, Directeur général, Marthe Ozbolt, Directrice de la Communication et du Marketing, Fabienne Puig, Directrice de l'administration générale et des RH, Malik Salemkour, Directeur juridique et de la commande publique, Thierry Pereira, Directeur technique, Sédik Chekir, Responsable service finances.

Ordre du jour :

1. Approbation du procès-verbal du Comité syndical intervenant en substitution du conseil d'exploitation de la séance du 18 juin 2024
2. Délibérations :
 - Avenant n° 1 à la convention entre la MGP et le SAVM pour les stations éphémères dans Paris à l'occasion des JOP 2024
 - Réduction de la contribution annuelle Velib' en cas de dépose d'une station Velib' sur l'ensemble d'une année civile

Le quorum étant atteint, le Président ouvre la séance.

Le Président propose de désigner Monsieur Patrice Pattée secrétaire de séance.

Pour 1 577,88 voix

La proposition est adoptée à l'unanimité.

1. Approbation du procès-verbal du Comité syndical intervenant en substitution du Conseil d'exploitation Velib' de la séance du 18 juin 2024

Le Président demande s'il y a des observations et en l'absence, soumet à l'approbation des membres le procès-verbal du Comité syndical intervenant en substitution du Conseil d'exploitation Velib' du 18 juin 2024.

Pour 1 577,88 voix

Le procès-verbal du Comité Syndical intervenant en substitution du Conseil d'exploitation Velib' de la séance du 18 juin 2024 est approuvé à l'unanimité.

2. Délibérations

VM 2024 07 - Avenant n° 1 à la convention entre la MGP et le SAVM pour les stations éphémères dans Paris à l'occasion des JOP 2024

Le Président donne la parole à Sédik Chekir

Sédik Chekir, Responsable du service finances, rappelle que lors de la séance du 18 juin 2024, la délibération prévoyant les modalités de subventions exceptionnelles de la Métropole aux stations éphémères dites humanisées dans Paris à l'occasion des Jeux Olympiques et Paralympiques Paris 2024, a recueilli un avis favorable du Comité.

Il explique ensuite que cet avenant consiste à préciser la nature fiscale, eu égard à la TVA, de la prestation commandée par la ville de Paris d'installation de stations éphémères dites humanisées dans Paris lors des Jeux Olympiques et Paralympiques et co-financée par la ville de Paris et la Métropole du Grand Paris, ainsi que les modalités de prise en compte de cette TVA par la Métropole du Grand Paris.

Le Président demande s'il y a des observations et en l'absence, soumet la délibération VM 2024 07 à l'avis.

Avis défavorable : 0 voix

Abstention : 0 voix

Avis favorable : **1 577,88 voix**

Le Comité syndical intervenant en substitution du Conseil d'exploitation Velib', après en avoir délibéré, émet, à l'unanimité,

Article 1 : Un avis favorable sur les conditions de financement et de suivi arrêtées dans le projet d'avenant à la convention de financement et de suivi entre la Métropole du Grand Paris et le Syndicat Mixte Autolib' et Velib' Métropole annexé à la présente délibération.

Article 2 : Un avis favorable pour autoriser le Président du Syndicat à signer l'avenant n°1 à la convention de financement et de suivi entre la Métropole du Grand Paris et le Syndicat Mixte Autolib' et Velib' Métropole pour l'installation et l'exploitation des stations Velib' éphémères dans Paris à l'occasion des Jeux Olympiques et Paralympiques 2024.

VM 2024 08 - Réduction de la contribution annuelle Velib' en cas de dépose d'une station Velib' sur l'ensemble d'une année civile

Le Président donne la parole à M. Sédik Chekir.

Sédik Chekir, Responsable du service finances, explique qu'il est proposé de réduire la contribution annuelle d'une collectivité hors Paris au budget du service Velib' pour tenir compte des stations qui ont été déposées l'année civile précédente du fait des délais d'instruction et/ou de travaux exceptionnels dont la collectivité ne serait pas directement responsable.

Pour se faire, l'année N, un tableau des stations déposées sur l'année n-1 sera établi afin de réduire le montant correspondant de ces stations de la contribution annuelle des collectivités concernées l'année N.

Yannick Cabaret, Directeur Général, précise que cela ne concerne que deux communes depuis 2018 et que ces communes ne seront pas éligibles puisque le dispositif commence ce jour.

Il ajoute que par soucis de justice par rapport à la situation des communes en dehors de la ville de Paris, il semblait pertinent qu'une commune qui aurait une de ses stations fermées pendant toute une année civile, c'est-à-dire supérieur à douze mois, ne paie pas de contribution pour ladite station. Il termine en indiquant que cela concernera très peu de stations et de communes jusqu'à la fin du contrat.

Geneviève Gaillabaud, La Garenne-Colombes, demande si cela sera rétroactif.

Le Président répond qu'il n'y aura pas de rétroactivité.

Léopold Michallet, Colombes, demande si une station, à l'arrêt pendant 12 mois, coûte de l'argent au Syndicat.

Yannick Cabaret, Directeur Général, répond que c'est effectivement le cas. C'est pour cela, dit-il, que la station n'est pas financée par la commune en question, mais la contribution de la Métropole du Grand Paris reste, ce qui permet de ne pas avoir un coût trop important pour l'ensemble des adhérents.

Sophie de Lamotte, Suresnes, indique que sa commune a une station fermée depuis février 2023. Si la station n'est pas rétablie d'ici fin 2024, dit-elle, cela signifie que 2024 ne sera pas comptabilisée et que nous aurons une réduction?

Yannick Cabaret, Directeur Général, répond que c'est en effet le cas si cela représente toute une année civile. Il explique la raison de l'année civile en indiquant que le Syndicat est intercommunal et que les communes adhérentes paient des contributions annuelles, fidèles au principe d'annualité budgétaire. C'est pourquoi, dit-il, toutes communes qui auraient une station en fonction pendant quelques heures, sur une année, devraient payer la contribution à la hauteur de toute l'année puisqu'il n'y a pas de franchise possible en théorie. C'est la raison pour laquelle cette réduction n'est valable que pour une station qui n'est pas en fonction pendant une année civile entière.

Le Président demande s'il y a d'autres observations et en l'absence, soumet la délibération VM 2024 08 à l'avis

Avis défavorable : 0 voix
Abstention : 0 voix
Avis favorable : **1 577,88 voix**

Le Comité syndical intervenant en substitution du Conseil d'exploitation Velib', après en avoir délibéré, émet, à l'unanimité :

Article 1 : Un avis favorable afin que la contribution de l'année N au budget de la régie Velib' d'une collectivité adhérente au service Velib', hors la ville de Paris, soit réduite du montant de la contribution de l'année N-1 due au titre des stations déposées tout au long de l'année civile N-1 Cette disposition est applicable en cas de délais d'instruction et/ou de travaux exceptionnels dont la collectivité concernée n'est pas directement responsable et est plafonnée à deux années consécutives.

L'ordre du jour étant épuisé, le Président lève la séance à 10h15.

Le Secrétaire,



Patrice Pattée



Le Président,



Sylvain Raifaud